

Ne pas trier les gens

■ Mis à mal par la crise des réfugiés, le projet politique européen, basé sur la solidarité, est en passe de perdre son âme. L'Union peut encore corriger le tir en regardant la réalité en face.

Entretien Gilles Toussaint

Quel fait d'actualité marquant retenez-vous de cette année 2015 ? Et pour quelle raison ?

Indéniablement le succès de la COP 21. Parce qu'il y a une urgence absolue à agir et que, pour la première fois, il y a un signal extrêmement fort qui est donné par la communauté internationale.

Vous étiez pourtant assez sceptique sur ce processus...

Je suis sceptique sur ce processus parce que je pense que l'on est arrivé au bout du modèle de négociations actuel. Si on refait cinq fois ou dix fois la COP 21, je pense que l'on n'arrivera pas à un meilleur accord dans le cadre de l'Onu.

Le problème, c'est que cela ne suffit pas encore. Parce qu'en réalité, le droit international relève largement du fantasme, c'est un droit qui n'est pas vraiment appliqué, les Etats font ce qu'ils veulent in fine. Il faut plutôt considérer cet accord comme une ligne directrice. La mettre en œuvre devient l'affaire des politiques nationales, mais aussi de la société civile, des industriels, etc.

Pendant très longtemps, on a eu l'impression que les négociations internationales étaient à la remorque des évolutions de la société et qu'elles avaient lieu dans une sorte de bulle complètement déconnectée de la réalité climatique. Là on a l'impression pour la première fois que les politiques se placent à nouveau en guides plutôt qu'à la remorque de la société.

En Europe, la crise des réfugiés a déboulé comme un chien dans un jeu de quilles. En tant que chercheur spécialiste de cette matière, cela vous a surpris ?

C'est un problème qui couvait depuis facilement quatre ou cinq ans et que l'on pouvait tout à fait anticiper. Mais j'ai été surpris par deux choses. Tout d'abord l'emballlement de ce mouvement d'exil. Et surtout par la réaction des Etats européens. Je ne m'attendais pas à ce que cela

provoque une telle crise politique.

A quoi attribuez-vous cet emballlement ?

Il s'explique par deux facteurs. D'une part, le fait que la guerre en Syrie ne va pas se terminer tout de suite et que les conditions de vie au Liban, en Turquie et en Jordanie sont extrêmement difficiles. Beaucoup de réfugiés se sont dit que s'ils ne faisaient pas quelque chose, ils al-

laient être condamnés à rester là durant des années.

Le deuxième facteur, c'est le business des passeurs qui s'est considérablement développé. A un moment donné, il y a eu un "effet de marché", avec à la fois une augmentation de la demande et une hausse de l'offre. Et je crois qu'une partie de la demande a été suscitée par l'offre.

Les dirigeants européens paraissent dépassés par cette chaîne d'événements. Où se sont-ils plantés dans leur réaction ?

Dès le départ, il y a en Europe un gros prisme réactionnaire par rapport aux migrations. Plutôt que de les anticiper, on essaie encore aujourd'hui de les éviter et on réagit à la crise une fois qu'elle se produit. On est toujours dans l'espoir qu'elle ne se produise pas ou d'espérer que si elle se produit, elle sera gérée par le voisin. Beaucoup d'Etats européens se sont dit "ce n'est pas mon affaire" et s'en sont remis à leurs voisins.

Comme lors de la crise grecque, c'est une crise de la solidarité européenne. Mais il y a néanmoins des différences: l'attitude de l'Allemagne et plus encore l'attitude d'Angela Merkel. Je pense que c'est quelqu'un qui a une très haute conception de ce qu'est la justice et de ce qu'elle croit être son devoir moral. Pour la Grèce, elle était intransigeante parce que les Grecs avaient triché et qu'il y avait une injustice à réparer. Pour la crise des réfugiés, je pense qu'elle a réagi par rapport à ce qu'elle percevait comme un sentiment d'injustice.

Angela Merkel est la seule dirigeante qui a une stature de femme d'Etat actuellement dans l'UE ?

En tout cas, c'est la seule qui est capable d'aller à l'encontre de son opinion publique et de tenir compte de principes dans des décisions qu'elle croit justes. Qu'on soit d'accord ou pas avec ses choix, je pense qu'il y a une cohérence dans ses décisions et un attachement à des principes qui est assez remarquable.

La crise migratoire fait remonter les vieux démons xénophobes de l'Europe. Si ces réfugiés avaient été blancs et chrétiens, les choses auraient pris une tournure différente ?

Assurément. Si la mort d'Aylan a tellement marqué les esprits, c'est parce qu'il ressemblait à un petit garçon européen. C'est parce qu'il avait un pan-

talon bleu, un t-shirt rouge et des baskets. S'il avait porté un costume traditionnel, je ne pense pas que la photo aurait suscité une telle émotion. Le problème fondamental que l'on a par rapport à ces réfugiés et ces migrants, c'est qu'on les perçoit comme différents de nous.

Ces dernières années, les dirigeants européens ont toujours abordé la question migratoire sous un angle défensif. On est rattrapé par cela aujourd'hui?

Oui, on a toujours été dans un discours de forteresse ou, au mieux, un discours opposant l'immigration choisie à l'immigration subie. Il y a toujours eu cette vanité d'imaginer que l'on pouvait contrôler les flux migratoires et que l'on pouvait trier les gens pour garder ceux qui nous intéressent et rejeter ceux dont on ne voulait pas. L'Europe récolte aujourd'hui le fruit de 20 ou 25 ans d'inaction. Il n'y a jamais eu de volonté de développer une politique commune en matière d'asile et d'immigration.

Un argument mis en avant pour tenter de défendre l'accueil des migrants consiste à dire que ceux-ci ont une plus-value

économique. N'est-ce pas dangereux?

Absolument, c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles je n'utilise jamais cet argument, même si c'est la réalité. Je pense que l'on franchit une ligne jaune si l'on dit qu'ils sont les bienvenus parce qu'ils représentent un bénéfice pour nos économies. Il y a quelque chose de très profondément dangereux de ramener un individu à sa seule valeur économique. Moi, en tant que chercheur dans une université publique, j' imagine que je représente un coût net pour le PIB... Cela voudrait dire que l'immigré qui monte sa PME et emploie 20 salariés est plus légitime que l'immigré au chômage?

Il y a plein de réfugiés, plein de migrants, qui ne deviendront jamais des stars du cinéma ou de la mode et qui ne monteront jamais une entreprise qui va révolutionner l'informatique. Ils aspirent juste à une vie normale. Ils seront peut-être chômeurs, peut-être malades et coûteront peut-être, eux aussi, de l'argent à la sécurité sociale. Et je pense que ceux-là ont autant de légitimité à être en Europe que ceux que l'on voudrait choisir.

Cette crise traduit-elle aussi l'échec de l'Europe politique et de d'élargissement mené depuis 2004 ?

Pas forcément l'échec de l'élargissement. Je pense que ces réactions hostiles, même si elles ont été plus marquées en Europe centrale et orientale, ont aussi été visibles dans des pays de la vieille Europe.

Par contre, c'est clairement une crise du projet politique européen. Si l'Union n'est pas capable d'apporter une réponse digne à la plus grande crise humanitaire qui la touche depuis 20 ou 30 ans, je pense que la raison d'être du projet européen est mise en cause, oui.

C'est plus largement une faillite de la politique en général, qui continue à considérer l'immigration comme un problème. C'est aussi une faillite de la gauche. Angela Merkel, (le président de la Commission européenne) Jean-Claude Juncker et le Pape ont été les boussoles morales de l'Europe dans ce dossier. C'est-à-dire plutôt des personnalités de centre droit.

Quels scénarios voyez-vous pour sortir de cette impasse ?

Je continue à espérer une porte de sortie vers le haut, qui passerait par le développement d'une vraie politique européenne en matière d'immigration et d'asile. La politique des quotas poussée par Juncker, quel que soit le mal que l'on puisse penser de la méthodologie ou du concept, était le tout premier pas vers ce type de réponse politique.

Mais avant tout, il y a une priorité humanitaire qui s'impose à l'UE. Elle consiste, d'une part, à essayer de sauver un maximum de vies en allant en mer au secours de ces embarcations. Et puis, surtout, à ouvrir des couloirs humanitaires. Cela passe, par exemple, par la délivrance de visas humanitaires sur place, pour que les gens puissent arriver en Europe en avion plutôt que par bateau. On refuse de le faire, alors que ce serait une solution pour éviter les noyades en Méditerranée. En outre, on pourrait plus facilement contrôler qui arrive. Et on repèrerait plus facilement des terroristes fichés.

S'il se confirme que deux terroristes qui ont participé aux attentats de Paris ont utilisé la route des réfugiés, vous y voyez une stratégie de Daech ?

Oui. Daech a malheureusement suffisamment de terroristes potentiels installés en France ou en Belgique, ils n'ont pas besoin de les faire venir d'ailleurs par des voies dangereuses. Leur objectif est que l'Europe ferme sa porte aux réfugiés et aux migrants. C'est aussi de dresser les gens les uns contre les autres, en faisant notamment en sorte que la population européenne soit de plus en plus hostile aux musulmans. Ce qui est insupportable à l'EI, c'est l'idée que des musulmans puissent coexister en paix dans un même projet de société avec des catholiques, des juifs et des non-croyants.

C'est pour cela que la réponse au terrorisme doit être d'essayer de bâtir cette société de cohabitation et de montrer que ce n'est pas une question religieuse. Mais c'est une lecture des choses difficile à faire entendre dans le contexte actuel.

François Gemenne

CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE ET À SCIENCES-PO PARIS

Titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales, d'une maîtrise de recherche en sciences politiques de la London School of Economics et d'une maîtrise en Développement, Environnement et Sociétés de l'Université catholique de Louvain, François Gemenne est un spécialiste des questions migratoires et singulièrement de la question émergente des réfugiés environnementaux.

Auteur de plusieurs ouvrages, il s'est notamment illustré, fin 2013, pour avoir démonté en direct le discours sur l'immigration tenu par le bras droit de Marine Le Pen sur Canal +.

A suivre cette semaine dans notre série: **Bruno De Wever**, historien, professeur à l'Université de Gand, spécialiste du mouvement flamand.